

## Un militant pacifiste italien enlevé et assassiné par des salafistes à Ghaza

Un militant pacifiste pro-palestinien italien enlevé par un groupe salafiste à Ghaza a été assassiné par ses ravisseurs, a annoncé hier le Hamas, qui a promis de «traquer» les auteurs de ce «crime atroce», inédit dans le territoire palestinien autonome.

Le corps de Vittorio Arrigoni, 36 ans, a été retrouvé quelques heures après l'annonce de son enlèvement, le premier d'un étranger à Ghaza depuis que le mouvement islamiste Hamas a pris le contrôle du territoire en juin 2007. Il a été découvert dans un quartier du nord-ouest de la ville de Ghaza, selon les services de sécurité du Hamas, qui en ont interdit l'accès aux médias.

L'otage italien, journaliste, écrivain et militant du mouvement pacifiste pro-palestinien International Solidarity Movement (ISM), a été étranglé et deux de ses ravisseurs présumés ont été arrêtés, selon un porte-parole des services de sécurité.

«Le gouvernement condamne ce crime atroce qui ne reflète pas nos valeurs, notre religion, nos coutumes et traditions, et affirme qu'il va traquer le reste des membres du groupe et appliquera la loi» à leur rencontre, a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur du Hamas, Ihab Al-Ghoussein.

Le meurtre a été condamné par le mouvement radical Jihad islamique, dans un communiqué, et par l'Autorité palestinienne, qui a dénoncé un «crime odieux».

Rome a dénoncé de son côté «le meurtre barbare, le qualifiant de «geste de violence vil et insensé».

L'ISM, «sous le choc», a déploré un acte «commis par des forcenés agissant contre la volonté du peuple» palestinien, mais n'a pas décidé pour l'heure d'évacuer ses militants de Ghaza. Une fondatrice de ce mouvement, Houwada Arraf, a précisé qu'Arrigoni séjournerait à Ghaza depuis août 2008. Il «avait été arrêté par l'armée israélienne en accompagnant des pêcheurs de Ghaza, incarcéré et banni, mais était retourné à Ghaza par la suite». «De tous les militants d'ISM à Ghaza, c'est lui qui était resté le plus longtemps. Il était très connu, vivant au sein du peuple», a-t-elle ajouté. Les forces de sécurité ont rapidement identifié un «membre du groupe qui a livré les autres membres et montré l'endroit où se trouvait le militant», a ajouté le porte-parole du Hamas. Elles «ont trouvé le corps de l'otage tué depuis plusieurs heures d'une façon atroce selon le rapport du médecin légiste», a-t-il poursuivi. «Les premières constatations indiquent l'intention des ravisseurs de tuer, étant donné qu'il a été assassiné peu de temps après l'enlèvement», a-t-il insisté.

Le Hamas a appelé la population à exprimer sa réprobation lors d'une manifestation à Ghaza-Ville hier en début d'après-midi.

Des militants salafistes avaient annoncé jeudi soir avoir enlevé Vittorio Arrigoni, menaçant de le tuer à l'expiration d'un ultimatum pour la libération de leurs camarades détenus par le Hamas, notamment le chef du groupe salafiste Tawhid Wa Al-Jihad, arrêté en mars.

«Nous demandons au gouvernement de Ismaïl Haniyeh de relâcher tous nos prisonniers, à commencer par cheikh Hicham Al-Soueïdani. Si vous ne répondez pas (...) dans les 30 heures à compter de 11h (8h GMT) le 14 avril, nous exécuterons le prisonnier», affirmaient-ils dans une vidéo diffusée sur YouTube. On y voyait un otage masqué et au visage contusionné, et les ravisseurs se réclamaient d'un groupe jusqu'alors inconnu.

Les groupes palestiniens de Ghaza se définissant comme «salafistes» comptent plusieurs centaines de membres, selon leurs dirigeants. Un temps compagnons de route du Hamas, ils s'en sont progressivement éloignés, l'accusant de faiblesse face à Israël et dans l'imposition de la loi islamique.

# Kadhafi doit partir, disent en chœur Sarkozy et Cameron

**L'avenir de la Libye ne peut s'envisager avec Kadhafi qui doit partir : c'est tout le message de la tribune commune de Barack Obama, Nicolas Sarkozy et David Cameron publiée dans le Figaro (France), The Times (Royaume-Uni), The International Herald Tribune, The Washington Post (Etats-Unis), et El Hayat (Libano-saoudien). Mais tout le problème est justement de savoir comment faire partir le despote de Libye : intervenir plus intensément et faire approuver cette intervention par une autre résolution du Conseil de sécurité ou continuer à intervenir dans le cadre de la résolution 1973 et laisser faire le temps qui isolera progressivement le colonel libyen de ses soutiens nationaux et internationaux, le contraignant à baisser finalement les bras et partir ?**

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Les trois dirigeants ont tenu dans cette forme de communication assez particulière à rappeler d'abord les conditions de leur intervention en Libye, qu'il ne faut, disent-ils, jamais perdre de vue. Le chaos dans lequel a plongé la Libye, insistent-ils, «a été le résultat des attaques du colonel Kadhafi contre son peuple». Et pour signifier à la Ligue arabe que si certains de ses membres se sont rétractés depuis, c'est bien la Ligue arabe qui, face aux massacres perpétrés, «a exigé des actes» tout comme l'opposition libyenne qui, «dans sa détresse, s'est tournée vers la communauté internationale. En réponse, l'adoption de la résolution 1973 a permis à une coalition agissant sur mandat des Nations Unies de protéger les populations civiles libyennes.

Mais, souligne la Tribune, si des milliers de vies ont été épargnées, Kadhafi continue d'infliger jour après jour des atrocités au peuple libyen. Ses missiles et ses obus

s'abattent sur les civils sans défense à Ajdabya. Il essaye d'étrangler la population de Misrata, qui subit un siège digne du Moyen-Age, pour l'obliger à se soumettre».

S'il ne s'agit pas de faire partir Kadhafi par la force, il est tout aussi impossible, disent les trois dirigeants, «d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi» et «impossible que quelqu'un qui a voulu massacrer son peuple joue un rôle dans le futur gouvernement libyen».

Les trois dirigeants n'évoquent pas d'impasse et estiment que pour accélérer le départ du colonel libyen, «l'OTAN et les partenaires de la coalition doivent maintenir leurs opérations afin que la protection des civils soit maintenue et que la pression sur le régime s'accroisse».

Le texte de la Tribune affirme en conclusion : «La France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis n'auront de cesse de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité pour que le peuple libyen puisse décider lui-même de son avenir.» Pour

autant, même non explicite, l'impasse est là et les limites du mandat de l'ONU sont bien réelles dans la conjoncture de ces jours derniers, faite de coups portés par le tyran libyen à la coalition et au peuple et de bravades de Kadhafi qui se permet de parader dans les rues de Tripoli pour indiquer qu'il est toujours là. Pour éviter l'enlèvement, l'OTAN et la coalition se trouvent devant une alternative. Le premier terme de cette dernière est de demander au Conseil de sécurité la possibilité d'élargir le mandat d'intervention en renforçant les frappes et peut-être en armant les insurgés.

Cette solution qui permettrait d'en finir assez vite avec le chef libyen est peu probable dans la mesure où de plus en plus, des réticences sont nées sur le danger d'armement des insurgés eu égard au manque de fiabilité et la qualité réelle et peu claire des chefs de l'opposition. De plus, il n'est pas sûr que le Conseil de sécurité et notamment deux de ses membres, la Russie et la Chine, approuvent une telle décision.

Le deuxième terme de l'alternative consisterait en une solution à plus long terme qui, tout en intensifiant les frappes, dans le strict cadre de la résolution 1973, joue sur l'isolement national de Kadhafi – abandon progressif de tous ses soutiens militaires –, et un isolement international si grand que de lui-même, le caïd libyen, se verrait contraint de baisser les armes.

K. B.-A.

## YÉMEN

# Des chefs religieux et tribaux pour un départ «immédiat» de Saleh

**D'influents dignitaires religieux et chefs tribaux yéménites ont appelé au départ «immédiat» du président contesté Ali Abdallah Saleh, réclamé depuis fin janvier par de jeunes protestataires, dans un communiqué publié hier.**

«Le président de la République doit répondre aux revendications de la révolte pacifique des jeunes, et en premier lieu son départ immédiat et celui de tous ses proches des organes militaires et de sécurité» qu'ils dirigent, précise le communiqué publié au terme d'une réunion jeudi à Sanaâ.

La rencontre a réuni autour du chef de la puissante tribu des Hached, à laquelle appartient la famille du président Saleh, les dignitaires des principales tribus et la plupart des membres du Conseil des oulémas,

très influents dans ce pays pauvre et à structure tribale. Les participants ont averti que si le président ne se démettait pas «rapidement», ils «prendraient la tête des manifestations et des sit-in dans l'ensemble des provinces» du pays, selon le texte. Ils ont en outre annoncé «rejeter toute initiative ne prévoyant pas (...) au préalable le départ du président» Saleh, dans une référence implicite à une initiative des voisins arabes du Yémen.

Les six monarchies arabes du Golfe ont présenté un plan de sortie de crise prévoyant que le président transfère ses prérogatives à son vice-président, et préconisant la formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par l'opposition pour élaborer une Constitution et organiser des élections.

Les chefs religieux et tribaux ont exhorté les militaires et les policiers restés fidèles à M. Saleh à «se joindre à la révolte pacifique des jeunes», tout en saluant la défection d'officiers et membres des forces armées et de sécurité, dont celle du commandant de la 1<sup>re</sup> division blindée, le général Ali Mohsen Al-Ahmar, qui avait rallié le 21 mars la contestation.

M. Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, est contesté par la rue depuis fin janvier. Les manifestations ont fait plus de 100 morts.

D'importants chefs tribaux, dont des responsables de deux des plus importantes tribus du pays, les Hached et les Baqil, avaient annoncé le 26 février leur ralliement à la contestation devant un vaste rassemblement près de Sanaâ.

# S'il était reconnu coupable, Moubarak pourrait être condamné à la pendaison

**L'ex-président égyptien Hosni Moubarak, arrêté dans le cadre d'une enquête sur la répression meurtrière de manifestations, pourrait être condamné à une peine pouvant aller jusqu'à la pendaison s'il était reconnu coupable, ont rapporté les médias officiels hier.**

M. Moubarak et ses fils Gamal et Alaa ont été placés mercredi dernier en détention pour 15 jours dans le cadre d'une enquête judiciaire sur la violente répression du soulèvement de janvier et février, qui a fait quelque 800 morts, selon des sources officielles, et qui a abouti à la chute de leur régime.

Le quotidien gouvernemental Al-Ahram a cité hier le président de la cour d'appel du Caire, Zakaria Chalach, affirmant que M. Moubarak pourrait être exécuté s'il était reconnu coupable d'avoir provoqué la

mort de manifestants de manière préméditée.

M. Chalach a indiqué que le témoignage de l'ancien ministre de l'Intérieur de Hosni Moubarak, Habib Al-Adli, lui-même poursuivi pour avoir ordonné de tirer sur les protestataires anti-régime, le rendait complice s'il était confirmé : M. Adli a affirmé que M. Moubarak lui avait ordonné d'utiliser la force contre les manifestants.

«Si cela est prouvé, il (M. Moubarak, ndlr) recevra la même peine que la personne qui a conduit la répression et il

pourrait s'agir d'une exécution s'il était prouvé que les manifestants pacifiques ont été tués avec préméditation», a-t-il dit.

S'il n'y a pas eu préméditation, il sera condamné à la prison à vie, a-t-il précisé.

M. Moubarak pourrait être condamné à une peine de trois à cinq ans de prison s'il était prouvé que la répression, sur ses ordres, a blessé des manifestants.

L'enquête devrait durer au moins six mois, a indiqué la télévision d'Etat, en citant un responsable du ministère public, et le procès au minimum un an, d'après M. Chalach. Une commission d'enquête commencera par ailleurs à interroger Hosni Moubarak et ses fils la semaine prochaine sur des

accusations de corruption, selon Al-Ahram. M. Chalach a indiqué qu'ils risquaient de 3 à 15 ans de prison si ces accusations étaient confirmées. Un procès de M. Moubarak fait partie des principales revendications des protestataires. Les groupes d'opposition ont annulé une manifestation prévue hier après l'annonce de la détention de l'ancien président et de ses fils.

L'ex-chef d'Etat, victime d'un accident cardiaque lors de son interrogatoire mardi, est en état d'arrestation à l'hôpital de Charm El-Cheikh, station balnéaire du Sinaï où il est assigné à résidence depuis sa chute le 11 février. Ses deux fils ont, eux, été transférés dans une prison du Caire.